

Le 19 décembre 2006

Le congrès plate-forme de Québec solidaire Une direction poussée à gauche mais sans rupture avec le fédéralisme néolibéral



De la même manière qu'au deux conseils nationaux¹ depuis le congrès de fondation de février 2006, les déléguéEs au congrès sur la plate-forme ont encore une fois poussé à gauche la direction nationale. Si cette bataille de la base contre une direction sociale-libérale révèle le potentiel antinéolibéral et indépendantiste de Québec solidaire, les déléguéEs n'ont pas été en mesure de briser l'étouffant carcan verticaliste du mode de fonctionnement imposé par la direction². Il y a là la conjugaison de facteurs objectifs et subjectifs, de luttes sociales quasi complètement à plat au refus des collectifs de se poser en pôle anticapitaliste offrant direction et plate-forme alternatives en passant par l'arrivée d'une vague de nouveaux adhérentEs qui donne un chèque en blanc à la direction nationale, le temps de s'initier à la politique.

La direction nationale plie mais ne se rend pas

La base du parti, dont la colère était perceptible lors de l'ouverture du congrès, n'était pas heureuse de la mise à l'écart de la majorité des amendements des commissions thématiques auxquelles plus de 100 personnes avaient participé sur une base volontaire. C'était là la concession « démocratie participative » faite par la direction nationale aux instances locales et régionales tenues à l'écart du débat sur la plate-forme sauf pendant le dernier mois avant le congrès. Pour ajouter l'insulte à l'injure, dès la fin du congrès, la direction a immédiatement fermé la participation de la base à l'élaboration subséquente de la plate-forme dont plusieurs amendements n'ont pas été soumis au vote suite à une lourde procédure³.

¹ CN de septembre 2006 : http://www.marcbonhomme.com/page0/files/page0_blog_entry103_2.pdf
CN de mai 2006 : http://www.marcbonhomme.com/page0/files/page0_blog_entry97_2.pdf

² http://www.marcbonhomme.com/page0/files/page0_blog_entry101_2.pdf

³ Pierre Mouterde, Site Internet Presse-toi-à-gauche, 28 novembre 2006

La direction nationale a donc dû accommoder cette mauvaise humeur en acceptant sans trop de résistance un bon nombre d'amendements tirant à gauche sa proposition initiale de plate-forme. On note un renforcement de la plate-forme sur la question des femmes (violence, pension alimentaire, délai de carence), la syndicalisation multi-patronale, la laïcité dans l'éducation, l'intention d'éliminer la dette étudiante, l'homophobie. L'absence, dans la proposition initiale de synthèse, de questions aussi cruciales que la violence, la laïcité et l'homophobie étaient d'ailleurs, pour le moins, surprenantes.

Ont aussi été ajoutés des amendements cruciaux sur la nationalisation de l'éolien — le vote favorable du Conseil national du PQ sur le sujet, que le chef péquiste a cependant désavoué, ne laissait guère le choix —, la réforme fiscale et la souveraineté que, cependant, la direction nationale a immédiatement commencé à ré-interpréter publiquement tellement elle ne les digère pas.

La soumission au grand capital

Par nationalisation de l'éolien, la porte-parole en chef entend « *créer une société publique appelée Éole-Québec qui va planifier, diriger, contrôler le développement de l'éolien un peu à la manière d'Hydro-Québec* »⁴. De plus, « *QS évite toutefois le débat sur l'expropriation. Le parti parle de nationalisation uniquement pour les projets futurs.* »⁵ Il s'agit que « *cet argent-là reste au Québec... en particulier entre les mains des gens des régions [...] plutôt que les profits s'en aillent en Alberta, en Ontario et aux États-Unis.* »⁶... ce qui serait toutefois faux pour les projets en cours.

Plus, fondamentalement, il ne s'agit pas de s'opposer à la privatisation de l'éolien en autant que ça soit fait par des entreprises québécoises, sans « *arnaquer* » les régions. La politique de l'éolien ressemblerait donc à l'actuelle politique de développement des petits barrages d'Hydro-Québec basée sur la sous-traitance privée en collaboration avec les régions. L'effet sera de créer des champions québécois à la Cascade/Boralex.

« *D'autres enfin se sont étonnés –au nom même de l'impératif démocratique dont Québec solidaire se fait une fierté— que les propositions non entérinées par le congrès ne soient pas renvoyées au Conseil national, mais plutôt à la Commission politique et au Comité de coordination nationale.* »

« *Au-delà des maladresses et des lourdeurs de procédure (dus sans doute au manque d'expérience d'un parti qui n'a pas encore une année d'âge), au-delà de la difficulté à mener des discussions en profondeur sur chacun des thèmes abordés, ...* »

⁴ Site Internet de Radio-Canada, 25 et 26 novembre 2006

⁵ Site Internet de Radio-Canada, 26 novembre 2006

⁶ Site Internet de Radio-Canada, 27 novembre 2006 (Maisonnette à l'écoute)

La porte-parole en chef n'a pas craint de traiter de « *débiles* » les membres de son parti qui seraient favorables à la nationalisation de l'industrie pharmaceutique⁷ par ailleurs nombreux au congrès.⁸ D'ailleurs, selon la même, Pharma-Québec serait « *avant tout un pôle d'acquisition de médicaments [...] pas une entreprise publique au sens strict.* »⁹ Pourtant, la résolution votée au congrès parle bien de « *pôle public d'acquisition, de recherche et de production de produits pharmaceutiques* », ce qui est très concrètement une entreprise publique même s'il n'est pas prévu qu'elle serait mise sur pied suite à une nationalisation partielle ou totale de l'industrie pharmaceutique. Très clairement et publiquement, la porte-parole en chef a dénigré une partie des membres de son parti et n'a pas respecté deux éléments importants de sa plate-forme, contrevenant ainsi aux statuts du parti.¹⁰

La ré-interprétation de la plate-forme ne s'arrête pas là. Sur papier, la réforme fiscale est audacieuse, à des années-lumière de la proposition initiale, mais sans aucun élément chiffré.¹¹ La direction nationale s'est immédiatement engouffrée dans la brèche en parlant d'un apport neuf de seulement de 2 à 3 milliards \$ alors que « *les promesses [du parti Libéral] montaient pourtant à plus de 3 milliards de dollars.* »¹² Souvenons-nous que revenir au ratio dépenses publiques versus PIB de 1993 ramènerait environ 20 milliards \$ dans les caisses de l'État répartis grosso modo moitié-moitié entre Ottawa

⁷ Émission « Ouvert le samedi » du 11 novembre 2006 de la première chaîne de Radio-Canada : <http://www2.radio-canada.ca/radio/emissions/listedocument.asp?numero=81&date=20061111>, extrait 5

⁸ Richard Fidler, <http://www.socialistvoice.com/Soc-Voice/Soc-Voice-103.htm>

“On the other hand, some proposals to radicalize the platform failed, often by narrow margins, after debate. For example, many delegates wanted to nationalize the entire pharmaceutical industry...”

⁹ Site Internet de Radio-Canada, 27 novembre 2006 (Maisonneuve à l'écoute)

¹⁰ Selon les statuts, « *...le parti reconnaît le droit à tout et à toute membre, à toute instance et à tout collectif d'exprimer sa dissidence, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du parti, dans la mesure où l'expression de ce droit s'inscrit dans une perspective respectueuse du processus démocratique, des principes fondamentaux et du programme du parti, tout en ne visant pas le seul dénigrement de la position majoritaire.* » [je souligne et note que la position majoritaire est celle exprimée par le congrès et non par la direction nationale]

¹¹ Dans son article du 18 décembre 2006 (<http://www.pressegauche.org/spip.php?article391>) Pierre Mouterde blâme les journalistes d'exiger des chiffres de la direction nationale. Il faut se souvenir que c'est cette direction, dans l'introduction de la Déclaration de principes, rien de moins, qui avait promis « *une plate-forme offrant des propositions complètes et, au besoin, chiffrées.* » Les journalistes devraient plutôt être félicités pour bien faire leur travail. De plus, l'auteur, citant un lecteur, semble penser qu'il faille choisir entre justice et coût. De quoi confirmer le cliché des gauchistes rêveurs. Les chiffres peuvent être autant anticapitalistes que sociaux-libéraux. Une réforme fiscale antinéo-libérale a été chiffrée réalistement par la Chaire socio-économique de l'UQAM (« Pour une fiscalité progressiste, juste et équitable », Montréal, 2002) qui donne la liste de mesures pouvant apporter de 16 à 20 milliards \$ au Québec tel que résumée par Gaétan Breton dans « Faire payer les pauvres », paragraphe 3.4.3. Évidemment, comme le note Pierre Mouterde fort à propos, de tels chiffres nécessitent d'être imposés par la rue.

¹² Pierre Mouterde, Site Internet Presse-toi-à-gauche, 28 novembre 2006 <http://www.pressegauche.org/spip.php?article359>

et Québec.¹³ Aux dires de la porte-parole en chef, les propositions adoptées au congrès coûteront environ 5 milliards \$. La balance viendrait des économies permises par Pharma-Québec et surtout d'Éole-Québec où il y a « *beaucoup d'argent à faire* ». ¹⁴ C'est donc dire que cet argent-là devra être en très grande partie centralisé et non pas contrôlé par les gouvernements régionaux et locaux même si cet argent pourrait y revenir par le budget de l'État national.

La direction nationale oublie qu'Éole-Québec exige au préalable une mise de fond qui doit provenir soit de l'imposition soit de l'emprunt à moins d'avoir recours aux partenariats privés-publics (PPP), que les entrées de fonds seront progressives et devront être en grande partie réinvesties, que la part des profits qui iront à l'État central sera fonction du non-respect du point de la plate-forme affirmant qu'il faut « *fournir de l'électricité de façon accessible à l'ensemble du peuple québécois.* » ¹⁵

La rente hydroélectrique n'est pas un gâteau que l'on peut garder et manger en même temps : plus il en revient au peuple sous forme de bas prix de l'électricité, moins il en revient à l'État. De la même manière, il n'est pas du tout garanti qu'en l'absence de nationalisation de l'industrie pharmaceutique sans compensation, justifiable par la déduction du prix d'achat de ses sur-profités comme le gouvernement Allende l'avait fait pour les mines de cuivre, l'État québécois aurait le rapport de forces pour faire plier ces transnationales, qui dirigent une grappe industrielle majeure de Montréal, sans qu'elles ne recourent à la grève des investissements si ce n'est à la fuite des capitaux.

On vient d'ailleurs de constater le pouvoir d'ALCAN à faire plier le gouvernement québécois, Libéraux au pouvoir et opposition péquiste confondus. La transnationale prétendument québécoise à cause de son siège sociale à Montréal, mais contrôlée hors Québec, obtient au-delà d'un demi milliard \$ de soutien financier, la garantie d'un important bloc d'hydroélectricité à très bon marché pour le prochain demi siècle afin de... perdre au moins 800 emplois d'ici 2012 à Jonquières sans aucune exigence de transformation secondaire de l'aluminium.¹⁶ Pour en mettre plein les yeux, on laisse miroiter les emplois temporaires pour la construction et on spéculé sur la mise en marché mondiale de la nouvelle technologie Pechiney. Ce qu'on dit moins, c'est « *l'introduction massive de la sous-traitance* » concédée par le syndicat de Jonquières et l'immense pression sur celui d'Alma pour en faire autant afin d'avoir le droit à sa part des investissements promis.

¹³ http://www.marcbonhomme.com/page0/files/page0_blog_entry8_2.pdf, en particulier les points 4 et 5 de la première partie

¹⁴ Site Internet de Radio-Canada, 27 novembre 2006 (Maisonnette à l'écoute)

¹⁵ http://quebecsolidaire.net/congrs/textes_de_propositions/habiter_ensemble_dans_un_quebec_vert

¹⁶ Maisonnette à l'écoute, émission du 15 décembre 2006 : <http://www.radio-canada.ca/radio/maisonnette/15122006/81158.shtml>

Un parti de gauche doté d'une plate-forme à l'avenant aurait une réponse au chantage des transnationales tout en tenant compte du rapport de forces momentanément défavorable mais aussi en se rappelant de l'occupation du début 2004 par les syndicats de l'ALCAN qui alors n'hésitaient pas à revendiquer la nationalisation de ses actifs hydroélectriques. En son temps le programme du Parti de la démocratie socialiste (PDS) ne craignait pas de revendiquer « *la nationalisation [...] des monopoles des ressources naturelles [et] la prise de participation étatique dans les compagnies subventionnées...* »¹⁷, ce qui donnait le cadre programmatique pour toute prise de position conjoncturelle en cas de soumission abjecte de l'État au grand capital.

Cachez cette indépendance...

Last but not least, la direction nationale, prétextant avoir oublié le mot « souveraineté » de sa proposition à propos de l'assemblée constituante, l'a ajouté à la dernière minute. Pourtant, par une lecture un tant soit peu attentive de la proposition, on voit bien que « souveraineté » signifie « souveraineté populaire » qui est certainement un droit démocratique fondamental qu'il faut défendre et promouvoir mais qui ne signifie nullement « l'indépendance du Québec » et non plus la reconnaissance de ce droit aux nations autochtones habitant le territoire de la province fédérale du Québec.¹⁸

Il y est dit que « *Québec solidaire visera à réaliser la souveraineté, en organisant l'élection au suffrage universel d'une assemblée constituante qui reflètera la pluralité des tendances politiques...* », que le double mandat de cette assemblée sera d' « *organiser un processus de démocratie participative pour consulter la population du Québec sur son avenir politique et constitutionnel de même que sur les valeurs et les institutions politiques qui y sont associées...* » puis de consulter la population par référendum sur cette base. Il s'agit donc de promouvoir la « démocratie participative » mais non l'indépendance alors que la première devrait être le moyen d'arriver au but.

Nulle part il n'est dit que le but de l'assemblée constituante ou du processus consultatif ou du référendum doit être un Québec indépendant comme le demandait, par amendement, cinq instances locales et régionales lors du congrès sur la plate-forme et une autre à propos de la reconnaissance du droit à l'indépendance autochtone. Pourtant, la Déclaration de principes votée au congrès de fondation inclut les deux sens du concept de souveraineté.¹⁹ Pourquoi a-t-il fallu la pression du congrès pour que

¹⁷ Voir http://www.marcbonhomme.com/page4/files/page4_blog_entry4_1.pdf

¹⁸ http://quebecsolidaire.net/congrs/textes_de_propositions/gouverner_ensemble

¹⁹ Sens de « souveraineté populaire » :

« *C'est pourquoi notre parti propose que le débat sur l'avenir du Québec se fasse au moyen d'une vaste démarche de démocratie participative. Toute la population pourra ainsi se prononcer sur des changements politiques et constitutionnels, de même que sur les valeurs qui y sont attachés. Un référendum clôturera cette démarche...* »

Sens de « souveraineté nationale » :

finalement le mot « souveraineté » soit inclus dans la plate-forme ? Pourquoi, même alors, toute la démarche constitutionnelle/référendaire est-elle découplée de l'indépendance, mot d'ailleurs tabou pour la direction nationale, au point qu' « [i]l n'est pas certain que la constituante proposerait de faire la souveraineté, a admis M. Khadir. »²⁰ Pourtant, un gouvernement Québec solidaire mandaté pour voter un processus de constituante/référendum l'aurait aussi été pour conduire le peuple québécois à l'indépendance.

Même englué dans l'étapisme, le PQ, de par son programme, considère que s'il est élu il est mandaté pour organiser un référendum sur la souveraineté nationale bien qu'il n'y soit pas obligé d'où les éternelles querelles en son sein sur l'opportunité de le faire. Par contre, la plate-forme de QS exclut complètement l'aspect crucial de « souveraineté nationale » pour ne retenir que celui de « souveraineté populaire » qui, s'il n'en avait été que de la direction nationale, aurait aussi été évacué. Inutile d'ajouter que dans toute cette affaire, la Déclaration de principes en prend pour son rhume. Malgré toute l'ambiguïté associationniste du concept « souveraineté nationale » du PQ, malgré son etapisme stratégique, la plate-forme ne positionne aucunement QS comme une alternative au PQ en tant que dirigeant du camp souverainiste/indépendantiste, surtout pas avec une direction qui cherche sans cesse à s'esquiver sur la question nationale.

La panacée de la démocratie participative

La « démocratie participative » sert à masquer cette reculade. D'ailleurs, en quoi l'élection d'un gouvernement QS sur la base d'une plate-forme indépendantiste, puis d'une assemblée constituante dont le mandat serait de rédiger une constitution pour un Québec indépendant, constitution qui devrait être ratifiée par référendum, serait-il une démarche anti-démocratique ? Un processus de trois votes en ligne, avec tout le débat qui l'accompagnerait, serait un super processus participatif autrement plus compromettant que d'« *organiser un processus de démocratie participative pour consulter la population du Québec [dont les] résultats... devront être connus de la population et dont l'assemblée constituante aura l'obligation de tenir compte...* » comme le formule la proposition adoptée.

On nous dira qu'au moins la démarche participative proposée par la direction de Québec solidaire, contrairement à la démarche péquiste, lie indissociablement question nationale et question sociale permettant ainsi que les avancées par rapport à l'une ou l'autre se renforcent mutuellement, que là est le cœur de l'enjeu stratégique. La résolution sur la question nationale dit que l'assemblée constituante doit « *proposer aux Québécois et Québécoises les changements désirés aux institutions politiques et les valeurs qui fondent le « vivre ensemble » québécois – ce qui doit apparaître dans une*

« *Le Québec doit disposer de tous les pouvoirs nécessaires à son plein développement au plan social, économique, culturel et politique, ce qui lui est refusé dans le cadre fédéral. Notre parti opte donc pour la souveraineté.* »

²⁰ Le Devoir, 27 novembre 2006

constitution – de même que l'avenir constitutionnel du Québec. » À moins que les mots ne veulent rien dire, il n'est nullement question de contenu socio-économique.

Les astucieux diront qu'une fois engagé dans la « cage à homards » de l'assemblée constituante, les questions de société surgiront d'elles-mêmes. La question n'est pas là. La question est de créer le rapport de forces pour qu'est lieu cette assemblée constituante et, avant elle, l'élection d'un gouvernement Québec solidaire. Cela n'arrivera pas seulement par les urnes — à la limite on pourrait s'en passer — mais avant tout par la rue comme au Venezuela, comme en Bolivie.²¹

On ne le dira jamais assez, une assemblée constituante est la résultante d'une ample mobilisation sociale la plupart du temps, mais pas toujours, consacrée par une élection. Ce qui est crucial, ce sont les grandes manifestations, les grandes grèves, les occupations, les coupures de voies et moyens de transport, comme en décembre 2003 lors des mobilisations contre les lois scélérates du gouvernement Libéral que le PQ ne rescindera pas alors que la plate-forme adoptée de QS promet de le faire. Là est l'acte de naissance de la démocratie participative, la prémisse de l'auto-organisation populaire.

De la part de la direction nationale de QS, un premier pas menant à la démocratie participative aurait été la proposition d'un système d'élection à la proportionnelle conséquent et non l'indéterminée proposition adoptée « *lui faisant une large place* ». ²² La proposition adoptée sur la question nationale est en réalité un super-étapisme sans but à faire pâlir de honte le PQ. Derrière l'enflure sur la démocratie participative se dresse un paravent pour masquer l'attachement de la direction nationale au statu-quo constitutionnel qui lui-même n'est qu'un paravent pour masquer l'attachement à l'économie de marché réellement existante, c'est-à-dire au capitalisme néolibéral.

Un capitalisme national et social de PME soutenu par l'État

On est surpris à quel point la plate-forme adoptée est aux petits oignons avec les petites et moyennes entreprises (PME) que l'État devrait subventionner pour qu'elles donnent à leurs employéEs précaires les mêmes avantages qu'aux autres et pour qu'elles accordent le salaire minimum de 10 \$ l'heure. Comme les PME typiquement québécoises, à but lucratif ou non, sont généralement celles qui paient au salaire minimum, on les ménage non seulement par un niveau très modeste du salaire

²¹ Étant donné le recul de la crédibilité de la stratégie révolutionnaire inspirée d'Octobre 1917 dû à la catastrophe stalinienne puis à l'effondrement de l'URSS, on peut comprendre le regain de popularité de la stratégie de la révolution bourgeoise du XIX^{ie} siècle centrée sur l'assemblée constituante. Encore faut-il se rappeler que la mère de ses assemblées constituantes (et la charte des droits de l'homme et du citoyen), celle de la révolution française de 1789-94, n'a été possible que grâce à la prise de la Bastille par les sans-culottes de Paris le 14 juillet 1789 et par la « grande peur » de l'été 1789, peur des patriotes bourgeois s'entend, provoquée par l'assaut des masses paysannes contre les châteaux de la noblesse.

²² Voir la critique de Paul Cliche : <http://www.pressegauche.org/spip.php?article355>

minimum, adopté à une faible majorité par le congrès, mais aussi par son adoption « *progressive* » sur une échéance non précisée qui souvent, en politique, signifie aux Calendes grecques.²³

Plus fondamentalement, la plate-forme insiste lourdement sur la promotion de l'économie sociale qu'encore une fois l'État devrait soutenir par sa politique d'achat, en incitant les fonds de travailleurs et travailleuses, lourdement soutenu fiscalement par l'État, à y investir et, *last but not least*, en y dirigeant les demandeurEs de service sociaux. Ces entreprises dites sociales ne sont pas autre chose que des PME à but non lucratifs, OSBL et coopératives, opérant sur le marché dominé par les transnationales et encadré par le capital financier.

L'économie sociale n'est pas l'antidote de la dictature du capital. Tout prétendu investissement dans l'économie sociale ne peut s'y faire qu'à perte, sans aucun rendement, mais pas nécessairement sans risque, bien au contraire comme il va de soi dans le champ des PME. Il faut plutôt parler de mise de fonds soit directement faites par l'État, soit indirectement par l'entremise de fonds de travailleurs et travailleuses et de fondations charitables à la Chagnon, tous les deux bénéficiant de subventions fiscales à la hauteur des trois quarts de leur dite capitalisation. [La direction nationale de Québec solidaire a-t-elle inclus ces subventions directes et indirectes dans le 5 milliards \$ que coûteront les propositions de la plate-forme adoptée ?]

Le choix prioritaire de l'économie sociale consacre la prédominance du marché comme élément structurant de l'économie. L'économie sociale n'y est possible que parce que l'État la soutient mais en renonçant à étendre le domaine des services publics aux dépens du marché. Ce mécanisme permet de répondre à une demande non solvable en termes de rendement capitaliste, mais nécessaire pour maintenir la paix sociale ébranlée par les coupures néolibérales sans toutefois menacer le marché par des services publics universels.

L'économie sociale n'est que l'appendice social de la privatisation que ce soit direct ou indirecte sous forme de sous-traitance ou de PPP. Elle en est aussi l'antichambre en termes de moulage idéologique des mouvements sociaux, de formation sur le tas de gestionnaires ou même de mutation de sans but lucratif à but lucratif dans les faits. Qu'on pense aux « succès » que sont Desjardins et la Coop fédérée, dont une des filiales est Olymel qui veut régler la crise du porc sur le dos des travailleurs et travailleuses des régions. On connaît en effet l'anti-syndicalisme de ces entreprises capitalistes réellement existantes.

Ce n'est pas un hasard. Tout comme la grande majorité des PME obligées de se tailler une place dans un marché dominé par les transnationales souvent technologiquement avancées et bien financées... et grassement subventionnées, ces entreprises y arrivent à force de moins bonnes conditions de salaire et de travail mais dorées à coup de

²³ Le NPD-Ontario a fait adopté un projet de loi en deuxième lecture haussant le salaire minimum ontarien à 10\$ l'heure : http://www.ontariondp.com/news/article_714.php

paternalisme, de nationalisme et, dorénavant grâce à la direction de Québec solidaire, d'un altermondialisme édulcoré. On comprendra que les propositions de la plate-forme adoptée concernant le salaire minimum, l'augmentation des vacances, le traitement équitable des précaires et la syndicalisation multi-patronale, l'annulation des lois scélérates, etc. contredisent complètement le soutien de la direction de QS aux PME de l'économie nationale et sociale.

L'État au secours de la demande solvable... et de l'oppression des femmes

Après avoir élargi le marché aux pauvres grâce à l'économie sociale pourquoi s'arrêter en si bon chemin ? Pourquoi pas soutenir aussi la demande solvable ? La plate-forme adoptée propose une consultation sur le revenu de citoyenneté et l'instauration de l'allocation parentale universelle. Ce n'est pas banal si on parle d'autre chose que de mesures symboliques.

Le revenu de citoyenneté vampiriserait la totalité des services publics et des programmes sociaux en faveur d'une sérieuse dose d'adrénaline en faveur du marché dominé, rappelons-le, par les transnationales et le capital financier. Il favoriserait plus particulièrement les PME en leur permettant de payer des salaires de misère sous prétexte que leurs employéEs reçoivent déjà un revenu de citoyenneté ou, dans le cas des femmes, une allocation parentale universelle.²⁴

Le revenu de citoyenneté, malencontreusement popularisé par Michel Chartrand il y a quelques années, était la réponse désespérée du prolétariat pauvre à l'acquiescement des directions syndicales à la politique du déficit zéro du gouvernement péquiste, lui-même à la remorque du gouvernement Libéral fédéral, source des coupures dévastatrices dans les services publics et les programmes sociaux. Comme cette lamentable capitulation syndicale restait incompréhensible au commun des mortels face à l'orgie des profits spéculatifs qui alimentaient la fumisterie de la « fin du travail » — l'Argent paraissait créer l'Argent sans passer par la valorisation du travail — le prolétariat désemparé était à la recherche des remèdes miracles. Le chèque citoyen lui apparut être la solution à cette quadrature du cercle.

Comment ne pas voir le parallèle avec aujourd'hui où la distribution profits/salaires n'a jamais été aussi favorable au capital alors qu'encore une fois les directions syndicales, en décembre 2005, ont capitulé sans combat face au gouvernement Libéral québécois soutenu par les Libéraux puis les Conservateurs à Ottawa ? Comme le disent les anglophones, plus ça change... Pourtant, le congrès a aussi voté d' « *ouvrir un débat en profondeur sur la réduction du temps de travail.* » Si les analyses du revenu de citoyenneté et de la réduction du temps de travail sont faits en profondeur, on réalisera que ces deux mesures sont antagoniques, l'une relevant d'une capitulation au néolibéralisme, l'autre découlant de l'histoire des luttes ouvrières et populaires.

²⁴ Pour une analyse détaillée du revenu de citoyenneté, voir : http://www.marcbonhomme.com/page0/files/page0_blog_entry53_2.pdf

Les deux mamelles de toute politique économique de gauche ont toujours été la réduction du temps de travail, en particulier de la semaine de travail, sans réduction de salaire et avec emploi compensatoire et le développement des services publics jusqu'à et y compris l'économie domestique. Cette orientation assure la prolétarianisation des gains de productivité, en créant les conditions du plein emploi écologique avec salaires et conditions de travail décentes, et la marginalisation du marché tout en battant en brèche le consumérisme anti-écologique et la double journée sexiste de travail.

Le revenu de citoyenneté, comme on l'a vu, garantit au contraire le fétichisme de l'Argent en pérennisant le marché et en favorisant les bas salaires à moins de rêver d'un niveau élevé qui dispense de travailler. Mais qui alors produirait la richesse à moins de s'imaginer que le capital peut y arriver seul même en y agglutinant le pseudo « capital humain » ou « capital cognitif » dont le sens politique ne signifie pas autre chose que la volonté du capital de s'approprier le savoir collectif détenu par les travailleurs et les travailleuses.

Quant à l'allocation parentale universelle, elle est la grande sœur du revenu de citoyenneté laquelle l'introduit subrepticement dans la gauche par le biais sympathique du droit des femmes et des enfants. Ce revenu de citoyenneté pour les mères d'enfants à la maison ne ferait en plus qu'isoler les femmes pour l'amour d'une allocation dérisoire eu regard au salaire minimum et propre seulement à justifier l'esclavage domestique. Le patriarcat en sortirait le grand gagnant pour le prix de dorer la pilule de l'oppression des femmes qui garderait toute son amertume. Là aussi, la solution historique de gauche est très connue, soit la socialisation du travail domestique dont la défense des services publics et l'extension/gratuité des services de garderie sont l'expression conjoncturelle mais non la fin de l'histoire.

On reconnaît dans le programme adopté par le congrès la théorie des quatre secteurs que l'ancienne direction d'Option citoyenne aurait voulu voir reconnaître sans succès dans la Déclaration de principes soit la co-existence des économies domestique, privée, publique et sociale comme modèle économique. On aura compris que cette typologie ne fait que masquer la domination de l'économie privée dans sa lutte à finir contre l'économie publique et pour laquelle les économies sociale — le marché des pauvres — et domestique — le travail gratuit des femmes — ne sont que des auxiliaires. Ce règne gagnant de l'économie privée n'est pas non plus celui illusoire et rétrograde de la PME mais bien celui du néolibéralisme guerrier dominé par les grandes institutions financières et les transnationales.

Le libre-échange ? La guerre ? Ni vus ni connus

Toute intrusion dans le champ de la demande solvable, sauf pour la soutenir, que récuse la direction de QS comme le démontre son interprétation d'École-Québec, de Pharma-Québec et même de la réforme fiscale, rencontrerait une opposition féroce du capital surtout si elle allait à l'encontre des traités de libre-échange, particulièrement si ceux-ci s'étendaient à l'ensemble des services, privés et publics, comme tente de le

faire l'Accord général sur le commerce des services (AGCS)²⁵ présentement en négociation dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Déjà l'Accord de libre-échange de l'Amérique du Nord (ALÉNA) y suffit largement dans les rapports Canada/États-Unis qui structurent très largement le commerce extérieur du Québec et ses flux d'investissements internationaux.

Se pliant aux dictats du grand capital, la plate-forme adoptée est complètement silencieuse sur toute question internationale — même la proposition initiale ne contenait que des éléments secondaires sur l'aide internationale — alors que le néolibéralisme guerrier détermine lourdement toute politique nationale, économique et sociale.²⁶ On n'y trouve absolument rien ni sur le libre-échange ni à propos de la guerre et de l'occupation alors que, conjonctuellement, un important contingent de soldats québécois prend la relève en Afghanistan, ce qui oblige même le Bloc québécois à durcir le ton sur cette question. C'est là tout un recul par rapport à l'ancien programme de l'Union des forces progressistes (UFP) dont l'épine dorsale, le chapitre un, était le retrait de l'ALÉNA et de l'OTAN/NORAD sans compter la condamnation des invasions et des occupations.²⁷

Comment concilier un pareil recul avec l'affirmation altermondialiste de la Déclaration de principes ? Il y a là un renoncement à présenter une alternative au néolibéralisme guerrier, même modérée, qui laisse pantois. Il y a là surtout une nette rupture avec les origines antinéolibérales de Québec Solidaire que ça soit la Marche mondiale des femmes de l'an 2000 initiée par la Fédération des femmes du Québec, le Sommet des peuples anti-ZLÉA de Québec ou l'immense mobilisation anti-guerre de février 2003 à Montréal, l'une des plus importants au monde en proportion de la population. L'excuse de s'en tenir à une plate-forme provinciale en dit long sur le renoncement à faire l'indépendance et sur l'immobilisme stratégique de la direction nationale.

L'alternative scandinave : un autre capitalisme est possible

D'où vient cette reddition au capital masquée par un engouement pour la PME nationale et sociale ? On y reconnaît en filigrane le contenu du manifeste dit des solidaires²⁸ initié à l'automne 2005 par les deux porte-parole actuels de QS et avalisé par quatre députés du Bloc et du PQ. Si ce manifeste sert de levier critique à celui des dit lucides dont le contenu a été analysé à l'endroit et à l'envers, il n'a jamais pourtant lui-même passé au crible de la critique publique, de droite ou de gauche. Pourtant, si celui des lucides est certainement une glorification attardée d'un néolibéralisme dorénavant largement

²⁵ Voir <http://www.quebec.attac.org/rubrique-4.php3>

²⁶ Richard Fidler, <http://www.socialistvoice.com/Soc-Voice/Soc-Voice-103.htm>
Les paragraphes "What about Afghanistan?" et "... and capitalist globalization?"

²⁷ Voir http://www.ufp.qc.ca/article.php3?id_article=1125#nb1

²⁸ Voir <http://www.pourunquebecsolidaire.org/index.php?manifeste>

discrédité, celui des solidaires reste étroitement confiné dans le cadre d'un capitalisme réformé. Sa première prescription « *Soutenir les entreprises qui répondent à des critères d'utilité sociale et d'intérêt général, des entreprises qui ont une conscience écologiste et sociale...* » indique à la fois une illusion et le programme bien connu de la social-démocratie scandinave pourtant largement néolibéralisée.²⁹

On comprend que les ténors du capitalisme québécois ne veulent pas critiquer le manifeste des dit solidaires car celui-ci est à la fois une position de repli pour la bourgeoisie et une politique efficace d'insertion du capital national dans le marché mondial surtout pour une bourgeoisie marginale. L'alternative dite solidaire, que l'on pourrait qualifier de néolibéralisme étatique, le capital québécois y vient pas à pas comme le démontre le virage de type péquiste du parti Libéral qui a renoncé de facto aux baisses d'impôt et qui soutient dorénavant les champions nationaux à plein régime. Que dit d'autre le manifeste dit des solidaire quand il prescrit de « *[r]edonner sa mission à Hydro-Québec qui était [...] de donner aux entreprises québécoises un avantage économique sur leurs concurrentes.* »

Côté gauche, on peut comprendre que la base de QS, dans sa majorité nouvelle à la politique, n'ait pas démêlé cet écheveau voilé d'omerta comme le démontre son acceptation de l'économie sociale et de l'allocation parentale. Pourquoi, toutefois, le silence de la gauche critique, ou qui l'était, particulièrement des collectifs marxistes révolutionnaires de QS ? Sans doute pour la même raison que la majorité de celle-ci s'est refusée à critiquer publiquement les directions syndicales quand celles-ci menaient le mouvement ouvrier à l'abattoir lors des récentes négociations du secteur public. Faire l'unité politique à la gauche du PQ n'est pas en cause. La méthode qui récuse la critique anticapitaliste ouverte comme incompatible avec l'unité organisationnelle l'est.

Cette perspective d'unité mécanique, évacuant la dialectique de la critique, fait des concertationnistes d'hier les alliés stratégiques d'aujourd'hui ou de demain. Ainsi, pour Socialisme International (SI), Québec solidaire, contrairement selon elle à l'ex-UFP, est devenu un simple front électoral irrémédiablement réformiste, un aquarium dans lequel pêcher les jeunes poissons pour le vrai parti révolutionnaire de demain. Pour Gauche socialiste (GS), « *gauche unie* » dans QS, « *gauche anticapitaliste* » et gauche révolutionnaire, au lieu de se situer aux antipodes comme pour SI, tendraient à fusionner si on résolvait les tensions entre ces niveaux par une simple pédagogie tactique qui produira par touches successives l'amalgame attendue.³⁰

²⁹ Voir http://www.marcbonhomme.com/files/page0_blog_entry43_2.pdf

Introduction : « *Il fallait certes répondre au manifeste des lucides dont le sous-titre aurait pu être « Le néolibéralisme est encore possible ». Pourquoi, cependant, y avoir répondu par un manifeste dit de la solidarité dont le sous-titre aurait pu être « Un autre capitalisme est possible ». C'est là ouvrir un nécessaire débat politique mais par la mauvaise porte. On aurait souhaité un manifeste centré non pas sur la création de la richesse, lubie des lucides, ni sur sa répartition, lubie des solidaires, mais bien sur son contrôle qui seul permet de créer et distribuer une richesse socialement utile et écologiquement durable.* »

³⁰ Voir le dépliant de Gauche socialiste distribué au congrès plate-forme de QS, non disponible sur Internet. On y parle de « gauche anticapitaliste », de « gauche unie », de gauche révolutionnaire mais jamais d'antinéolibéralisme. Est-ce pour mieux confondre antinéolibéralisme et social-libéralisme jamais

Pour SI ou GS, afin de n'être pas éjecté de l'aquarium et parce que la caractérisation politique de la direction de QS est une question réglée dans un sens ou dans l'autre, il vaut mieux être en bons termes elle quitte à baptiser, par opportunisme ou par conviction, d'antinéolibéral son social-libéralisme. La contradiction entre la direction sociale-libérale de Québec solidaire et la disponibilité anticapitaliste de sa base ne se résout ni par la résignation autocentrée sur son groupe à la SI ni par les manœuvres cachottières de GS par l'intermédiaire des oscillations de Presse-toi à gauche.³¹ Ce renoncement à poser une alternative anticapitaliste au social-libéralisme de la direction nationale de Québec solidaire ne résoudra pas la dérive droite qui n'a de cesse depuis que s'est amorcée le regroupement de la gauche politique au début des années 90.

Un regroupement à gauche de plus en plus social-libéral

Le regroupement de la gauche politique a commencé quand le NPD-Québec est devenu indépendantiste au début des années 1990 tout en rompant avec le NPD-Canada. L'étape suivante en fut la transformation du NPD-Québec en Parti de la démocratie socialiste (PDS) par l'union des sociaux-démocrates refusant de capituler au néolibéralisme, de la gauche nationaliste et des marxistes-révolutionnaires sur la base d'un programme anticapitaliste et indépendantiste. La conjoncture de la défaite référendaire de 1995 n'a pas créé les conditions objectives pour le développement du PDS malgré l'effort héroïque de l'élection de 1998 de 95 candidatures en majorité jeunes.

La gauche péquiste, en semi-rupture avec la direction Bouchard père de la politique du déficit zéro, profita de l'essoufflement du PDS pour fonder le Regroupement pour une alternative politique (RAP) à l'initiative de l'Aut' Journal. Petit succès de foule à sa fondation, le RAP commença à s'étioler rapidement sous l'effet de la lutte interne entre ceux et celles qui voulaient qu'il demeure un groupe de pression sur le PQ et les partisanEs de la fondation d'un nouveau parti en dehors du PDS jugé trop radical mais qui n'en fut pas sectaire pour autant en répondant à l'appel unitaire du RAP.

Il fallut le vent altermondialiste de la mobilisation anti-ZLÉA de Québec 2001 pour catalyser la volonté d'unité, dès le départ fortement encouragé par le PDS, par l'intermédiaire de l'élection partielle dans le comté de Mercier dont les résultats époustouflants (24%) impulsèrent « l'esprit de Mercier ». C'est cet esprit qui présida à la fondation, en juin 2002, de l'Union des forces progressistes (UFP) regroupant dès sa

non plus mentionné ? On y parle des grandes mobilisations de 2000-2003 mais sans jamais mentionner la défaite stratégique de 2005. On y dénonce le gouvernement Charest sans jamais mentionner le PQ. Un autre glissement ?

³¹ On ne trouve aucune référence à GS sur le site de Presse-toi à gauche bien qu'il soit évident pour un initié que trois ou quatre membres de son conseil de rédaction en sont des membres ou proches sympathisants même si leur biographie n'en dit rien. Pourquoi cette opacité ?

fondation bien au-delà du PDS, du RAP et du petit Parti communiste du Québec (PCQ). Sans cet esprit, les manœuvres avocassières de la direction unifiée RAP-PCQ auraient mené non pas à un parti unifié mais à un quatrième parti des « sans parti ».

Seul l'esprit de Mercier permit un processus d'unité par en bas menant à un programme antinolibéral,³² et non à un processus de négociations entre états majors menant à un programme social-libéral, acceptant l'ALÉNA et les alliances militaires,³³ comme le proposait la direction unifiée RAP-PCQ.³⁴ Cependant, si les événements du 11 septembre 2001 marquèrent à peine l'élan amorcé en avril 2001, contrairement aux ÉU, l'occupation de l'Iraq, que n'empêchèrent pas les immenses mobilisations mondiales de février 2003, fit son effet comme le montra le très modeste score électoral de l'UFP lors des élections québécoise du printemps 2003 lesquelles coïncidèrent presque jour pour jour du déclenchement de l'offensive terrestre en Iraq à la victoire étasunienne qui paraissait alors assommante et définitive.

L'élan fondateur de l'UFP étant alors en panne, surtout que sa direction n'avait pas su s'emparer de l'enjeu de la guerre, surgit l'initiative de l'ex-dirigeante de la Fédération des femmes du Québec auréolée par sa direction de la Marche mondiale des femmes mais qui avait indirectement appelé à voter PQ et même Libéral lors des élections de 2003 pour empêcher la montée momentanée de l'ADQ. Celle-ci, à partir du bilan de l'échec humiliant du volet québécois de la Marche mondiale en termes de la revendication principale de hausse du salaire minimum en concluait à la nécessité de l'action électorale mais sans le volet de la mobilisation dans la rue abandonnée au Québec dès le lendemain de la Marche. Au lieu de rallier l'UFP qui était prête à lui faire toute la place qui lui revenait, elle préféra fonder sa propre organisation politique, Option citoyenne (OC), de sorte à établir un rapport de forces favorable à une fusion à son image c'est-à-dire en purgeant le nouveau parti de son antinolibéralisme³⁵ de toute façon vacillant depuis la déception électorale de 2003.

Cette fois la fusion se fit par en haut et, en plus, sans plate-forme ni programme mais avec des statuts instaurant une structure verticaliste et peu pluraliste dont votre serviteur fait les frais.³⁶ La fondation de Québec solidaire ne fut pas la belle histoire des petits

³² Cependant, le PDS laissa tomber sans insister les aspects anticapitalistes de son programme tels l'annulation de la dette publique et la nationalisation des institutions financières, des ressources naturelles et de l'industrie pharmaceutique. Cela fut manifestement une erreur qui a fortement affaibli le courant anticapitaliste dans l'UFP.

³³ Voir http://www.marcbonhomme.com/page0/files/page0_blog_entry30_2.pdf

³⁴ Il s'en fallut de peu que GS, suite à une fronde de sa branche de Québec, sa branche principale, se range du côté de la direction du RAP-PCQ.

³⁵ La direction d'Option citoyenne avait fait clairement savoir au Conseil des régions de l'UFP que la revendication d'un réinvestissement immédiat de 10 milliards \$ dans les services publics et les programmes sociaux lui était inacceptable. La direction de l'UFP s'empressa de la satisfaire.

³⁶ Être expulsé pour avoir critiqué le social-libéralisme de la direction nationale et pour avoir dénoncé un agresseur patenté et impénitent en dit long sur la culture bureaucratique et l'hypocrisie féministe de cette direction. Non seulement l'omerta des collectifs marxistes-révolutionnaires sur cette affaire « dans l'intérêt

ruisseaux qui deviennent une grande rivière dans un contexte de mobilisation sociale sans cesse croissante comme le raconte GS.³⁷ Au contraire, Québec solidaire a été fondé comme substitut électoraliste à la profonde défaite du prolétariat québécois de décembre 2005 suite à une purge des aspects anticapitalistes puis antinéolibéraux de sa plate-forme provoquée par des opérations de diversion, le RAP puis OC, auxquelles la gauche anticapitaliste n'a pas su répondre.

On nous répondra que globalement, l'ensemble du processus est un succès car on est passé d'un parti avec quelques centaines de membres à un parti en comptant cinq mille et dont les monopoles médiatiques parlent. D'abord cette poussée de membres n'est pas consolidée et la démonstration électorale reste à faire. Il faut se rappeler que le score de l'UFP en 2003 était à peine supérieur à celui de l'UFP/RAP en 1998 malgré la percée dans Mercier. Cependant, le durcissement droitier du discours du chef du PQ qui n'a de cesse de neutraliser les penchants sociaux-libéraux et indépendantistes de sa base en plus d'avoir un problème de crédibilité, combiné à l'impopularité du PLQ qui ne se dément pas, a ouvert à gauche un immense espace que QS peut remplir avec sa plate-forme nettement plus à gauche malgré son social-libéralisme.

Un électoralisme qui rate la cible écologique

Un score électoral qualitativement supérieur au score électoral traditionnel de 1% ou moins de la gauche québécoise est dans les cartes et peut-être même unE ou deux éluEs dans Gouin et/ou Mercier si l'effort électoral est au rendez-vous. Une telle performance pourrait créer de l'espoir bien nécessaire à une reprise des luttes sociales à moins que l'électoralisme engendre davantage de passivité. Tout dépendra de la dynamique sociale mais aussi de la politique du parti par rapport aux directions syndicales et populaires. La continuation de la dichotomie entre les urnes, prérogative du parti, et la rue, prérogative des directions des mouvements sociaux, ne serait pas favorable à la dynamique de renforcement de la rue par les urnes et vice-versa.

Une présence à l'Assemblée nationale clarifierait par nécessité la politique au jour le jour du parti aujourd'hui terriblement timorée comme le montre la rubrique « actualité » du site Internet de QS. Cette clarification ne pourrait qu'être bénéfique pour revigorer les tendances antinéolibérales et anticapitalistes dans le parti que, cependant, l'enflure de l'appareil, suite aux automatiques contributions gouvernementales en cas de bon score électoral, et le carriérisme à l'avenant pourraient neutraliser. Reste qu'une bonne performance électorale nécessite une campagne au diapason des préoccupations de l'heure de l'électorat.

général du parti » mais la participation de GS à la réadmission anti-démocratique de l'agresseur du temps de l'UFP, sans compter sa contribution à la fumisterie de la « violence verbale et écrite » qui a permis de crier au loup pour masquer la violence réelle, démontre jusqu'où va leur complaisance opportuniste avec cette direction.

³⁷ <http://www.inprecor.org/>, numéro 515/516, mars-avril 2006

L'élection surprise de Stéphane Dion à la tête des Libéraux fédéraux, la bonne performance de la nouvelle chef des Verts canadiens à l'élection partielle de London en Ontario et surtout le score honorable des Verts québécois dans les derniers sondages, en nette avance sur QS, même si cette tendance nouvelle est à confirmer, sont des puissants indicateurs des préoccupations écologiques de l'électorat très marqué par le débat sur Kyoto. En creux, la baisse soudaine et importante du NPD dans les sondages canadiens, elle aussi à confirmer, face à la montée des Libéraux et des Verts fédéraux démontrent la vulnérabilité du social-libéralisme quand il rate la cible écologiste malgré que le NPD n'ait pas complètement négligé cette question ni d'ailleurs celle de la guerre afghane où il a damé le pion à la direction de Québec solidaire en réclamant avant lui le retrait des troupes canadiennes³⁸... mais, fidèle aux tergiversations sociales-libérales, sans être prêt à faire tomber le gouvernement Conservateur sur cette question.

Le problème pour le social-libéral NPD, c'est que ses actes contredisent souvent sa parole comme le sait fort à propos le peuple québécois au sujet de la question du droit à l'autodétermination du Québec. Malgré son discours vert, c'est le NPD qui a sauvé la politique environnementale anti-Kyoto et très impopulaire des Conservateurs en leur permettant d'esquiver un vote en première lecture où leur position minoritaire leur garantissait une défaite et donc assurait des élections sur le thème de Kyoto. Quand on examine le détail de la plate-forme adoptée de QS sur la question écologique, on constate la même contradiction entre les intentions de la Déclaration de principes et la politique proposée. On imagine ce qui en serait si une présence à l'Assemblée nationale obligeait la direction de QS à davantage de compromissions.

On reste étonné par la pauvreté et le manque d'audace du volet écologique de la plate-forme adoptée. On n'y trouve aucune proposition chiffrée alors que pourtant la commission thématique sur l'écologie en proposait plusieurs dont un échéancier crucial pour atteindre et dépasser les objectifs de Kyoto qui était malgré tout plus modeste à terme que ce que propose le NPD fédéral.³⁹ Même la proposition initiale ne contenait qu'une seule revendication chiffrée soit celle de doubler la superficie des aires protégées à 12% mais seulement « à *moyen terme* » c'est-à-dire aux Calendes grecques.

Ce ne sont pas les atermoiements défensifs de la direction nationale à propos de la nationalisation de l'éolien qui vont aider ni les abstractions sur le statut de l'eau dans le code civil ou encore la proposition administrative de gestion écosystémique de la forêt

³⁸ Mais, contrairement au NPD, la direction de QS n'a jamais soutenu que le Canada devienne terre d'accueil pour les déserteurs étasuniens : <http://www.npd.ca/page/4696>

³⁹ « *Les modifications proposées par le NPD consistent, par exemple: à imposer par la voie législative, plutôt que par des règlements, des cibles à court, moyen et long terme pour réduire de façon absolue les gaz à effet de serre; à exiger que le Canada respecte sa cible de 2008 à 2012 en vertu du Protocole de Kyoto; à obliger le Canada à atteindre une réduction de 80 p. 100 par rapport au niveau de 1990 d'ici 2050 en se basant sur les recherches scientifiques, et à atteindre les cibles intermédiaires à des intervalles de cinq ans, entre 2015 et 2050.* »

Jack Layton, chef du NPD, discours en chambre du 4/12/06, <http://www.npd.ca/page/4664>

par des « *comités forestiers locaux*. » Sans mise au pas des monopoles de la forêt qui ont presque achevé leur pillage tant et si bien que le gouvernement du Québec n'a pas d'autre choix que réduire la coupe mais tout en augmentant les subventions aux pilleurs, aucun comité forestier ni même gouvernement central ne viendra à bout du problème. Mise au pas signifie nationalisation de ces monopoles avec déduction du prix d'achat de la valeur du pillage historique. Certes, la nationalisation des actifs québécois des monopoles forestiers n'est pas une condition suffisante comme le démontre la propriété publique des forêts à leur service. Mais elle est un premier pas absolument nécessaire à la démocratisation de la gestion écologique de la forêt.

Non seulement la direction nationale de Québec solidaire est-elle électoraliste, s'étant replié sur le social-libéralisme et ayant évacué la dimension « parti de la rue », mais elle est en train de rater la cible même à ce niveau. QS est mal parti pour dépasser électoralement les Verts québécois pour qui une économie verte est tout à fait compatible avec une économie de marché quitte à subventionner les entreprises.⁴⁰ Il est impérieux de profiter de la grande écoute actuelle concernant la crise écologique pour démontrer l'incompatibilité entre écologisme et capitalisme car la recherche du profit ne peut qu'aboutir à l'externalisation des coûts vers la société, donc à toutes les pollutions, et à leur minimisation, donc au pillage des ressources tout en maximisant les ventes, donc en favorisant le consumérisme.⁴¹

La diffusion d'une politique écologique de gauche s'impose de toute urgence. Malheureusement, la politique écologique de la plate-forme adoptée, en plus d'être moins audacieuse que celle des Verts, ne s'en distingue pas quant à sa rupture avec le capitalisme... sauf pour la nationalisation de l'éolien dont la direction nationale ne veut pas.

La politique au poste de commande

Du début des années 90 à aujourd'hui, la dynamique programmatique du regroupement de la gauche politique québécoise est passé de l'anticapitalisme au social-libéralisme en passant par l'anti-néolibéralisme tout en élargissant sa base de membres de quelques centaines à un peu plus de 5 000.

Cette dynamique n'est qu'une modeste variante de l'échec des partis socialistes du XX^{ie} siècle, de la sociale-démocratie au « communisme » confondus jusqu'aux expériences hétérodoxes de l'ANC sud-africaine et du PT brésilien. Sauf les quelques exceptions qui font l'histoire, ces partis, tôt ou tard, ont fait passer la quantité avant la qualité, ils ont sacrifié la rupture anticapitaliste pour l'électoralisme sous une forme ou sous une autre.

⁴⁰ Voir le programme du Parti vert du Québec adopté à leur congrès du 2/12/06 : http://www.partivertquebec.org/IMG/doc/Rapport_du_Secretariat_national_sur_le_Congres_national.doc

⁴¹ Pour une discussion approfondie voir le chapitre « Capitalisme et développement durable sont incompatibles » de http://www.marcbonhomme.com/page0/files/page0_blog_entry43_2.pdf

Cette politique a abouti bien souvent à positionner ces partis dans l'alternance du parlementarisme bourgeois de sorte à *rien changer pour que rien ne change*. Parfois, cependant, elle a mené à des catastrophes réactionnaires comme celle du coup d'État de Pinochet en 1973 au Chili contre le gouvernement Allende pourtant très radical mais qui n'avait pas voulu rompre avec le parlementarisme au profit de l'auto-organisation souvent armée des « cordons industriels » et des quartiers populaires.

Par contre, les quelques expériences où la politique est restée au poste de commande au moins jusqu'à la conquête du pouvoir, qui est bien autre chose que gagner la majorité parlementaire, ont créé des avancées qui restent des acquis pour les luttes d'aujourd'hui malgré de cuisants revers ou reculs subséquents. Si ces révolutions ont dans l'immédiat *tout changer pour que rien ne change*, elles ont contribué à clarifier la stratégie anticapitaliste. La révolution russe a démontré la nécessité cruciale de l'auto-organisation (les soviets). À contrario, le drame de la contre-révolution stalinienne, la nécessité de l'intransigeance démocratique tant dans les partis de gauche (le pluralisme interne) que dans la société socialiste (le multipartisme). La révolution chinoise a démontré l'importance de l'indépendance nationale face à l'impérialisme tout comme de la mobilisation paysanne et, plus généralement, non prolétarienne. Qui nierait aujourd'hui que la résistance acharnée de la révolution cubaine contre le blocus étasunien, dont les effets pervers ont été décuplés par l'abandon du soutien russe après l'effondrement soviétique, ait servi de source d'inspiration à la conquête du pouvoir par les gouvernements anti-impérialistes du Venezuela et de Bolivie, nouveaux phares dans la nuit de ce monde désenchanté, même si le capitalisme y régule toujours les rapports sociaux ?

Au moment de la conquête du pouvoir en octobre 1917 ou en janvier 1959, ni le parti bolchevique dirigé par Lénine ni le Mouvement du 26 juillet conduit par Fidel Castro et Ernesto Guevara ne rassemblaient une grande masse de membres. Certes, ils avaient à ce moment décisif l'appui massif des exploités et des opprimés mais c'était à cause de la clarté de leur orientation politique qui répondait aux aspirations populaires, de la cohésion de leur organisation capable de résister à l'intensité de la répression et de leur ferme détermination imperméable à toute compromission et capitulation. Ce qui est déterminant en dernière analyse, c'est la clarté politique. Celle-ci permet le rassemblement des militantEs capables de mener, le moment venu, la masse des travailleurs et travailleuses vers la victoire. Si ces victoires n'ont pas donné les fruits escomptés en ce terrible XX^{ie} siècle, c'est que cette dynamique victorieuse n'a pas encore transpercé la chape de plomb du consumérisme impérialiste qui jusqu'ici a su récupérer et pervertir toutes ses grandes victoires.

Les anticapitalistes québécois de ce début du XXI^{ie} siècle vont-ils céder aux facilités électoralistes tout en masquant ce dérapage en se réfugiant dans de sectaires chapelles marxistes-révolutionnaires, centres de propagande et/ou de manœuvres tacticiennes mais non de rassemblement anticapitaliste tout drapeau déployé ? Ne vont-ils pas plutôt travailler conjointement, sans aucunement renier pour autant leurs divers acquis historiques, pour proposer à la base militante de Québec solidaire, et aux autres militantEs des mouvements sociaux, une orientation, une plate-forme, une stratégie et une direction anticapitaliste qui assurera à terme l'émergence d'un Québec socialiste et

indépendant ? Certes, les anticapitalistes sont prêts à s'unir avec tous les sociaux-libéraux et nationalistes pour toute lutte spécifique, y compris celle pour un Québec indépendant, mais sans jamais confondre cette unité ponctuelle avec la démarcation stratégique requise pour renverser le capitalisme néolibéral et, au Canada, fédéraliste.⁴²

Les anticapitalistes vont-ils voler de victoire tactique ou propagandiste en victoire tactique ou propagandiste vers la défaite stratégique ? Vont-ils se taper les cuisses pour le nombre de journaux vendus ou les gains tactiques sur le plancher du congrès pendant que le parti s'enfonce dans le social-libéralisme ? Il semble que les marxistes-révolutionnaires aient oublié que le matérialisme marxiste est aussi dialectique, que l'unité passe par la démarcation ouverte d'une alternative anticapitaliste critiquant à visage découvert la direction sociale-libérale.

Le « socialisme du XXI^{ie} siècle »

Bien sûr, le « socialisme du XXI^{ie} siècle » innovera en matière stratégique mais ça ne sera pas au prix du bilan à tirer des échecs du XX^{ie}.⁴³ Le prolétariat d'aujourd'hui, la majorité de l'humanité depuis quelques années, est autrement plus instruit et informé qu'il y a un siècle y compris dans les pays dépendants malgré d'importantes poches de sous-développement. Pour le dompter, il a fallu au capital marchandiser le domaine de la culture et même de la vie, l'intoxiquer de consumérisme et surtout le diviser profondément des sans abris aux plein-temps-toute-l'année-bien-payés en passant par toute la panoplie de la précarité et du chômage sans compter la différenciation en castes nationales, pays et régions, et en genres.

Plusieurs théoriciens s'y sont laissés tromper en parlant de « multitudes » incapables d'unité et donc de conquérir le pouvoir qui de toute façon, étant « global », était nulle part. Les guerres militaires et économiques de l'empire étasunien, bien localisé, auxquelles ont répondu les résistances au Moyen-Orient et en Amérique latine, bien

⁴² De dire François Sabado, dirigeant de la LCR, section française de la Quatrième Internationale :

« Nous sommes des défenseurs systématiques de l'unité d'action avec toute la gauche, y compris le Parti socialiste, dans les luttes et dans les mouvements. Par contre, pour la question du gouvernement il y a des délimitations fondamentales concernant l'indépendance de la gauche radicale qui expliquent les problèmes de la gauche en Italie et en Allemagne. Dans une situation où il y a une riposte sociale et politique contre le néolibéralisme, ou bien s'il y a une émergence de forces en rupture avec le néolibéralisme, la gauche radicale devrait-elle rester indépendante des dirigeants du centre-gauche ou sociaux-démocrates ou devrait-elle s'impliquer dans des mécanismes d'alliance avec le centre-gauche ou la sociale-démocratie ? Nous [la LCR] avons résolument choisi la première option. Ainsi, rejetons-nous la politique du Parti communiste français qui globalement reste déterminée par ses alliances institutionnelles avec le Parti socialiste. »

International Viewpoint Online magazine, #384 - December 2006 (ma traduction)

<http://www.internationalviewpoint.org/spip.php?article1171>

⁴³ On trouvera dans les numéros 179 et 181 de la revue théorique de la LCR, « Critique communiste », un dossier sur « les questions stratégiques ». Tous ces articles sont disponibles sur le site « Europe Solidaire Sans Frontière » à <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique116>

différenciées autant nationalement, politiquement que socialement, ont heureusement mis fin à ces élucubrations. Cependant, on est toujours à la recherche d'une méthode organisationnelle pour unifier ces « multitudes », aux revendications et tactiques de lutte passablement différentes les une des autres, souvent méfiantes les unes envers les autres, dans une stratégie commune certes nationale mais nécessairement articulée à une nouvelle Internationale capable de coordination globale contre un capital globalisé.

Pour la petite nation québécoise à deux pas de Washington et avec Ottawa qui lui souffle dans le cou, la lutte pour l'indépendance toutes azimuts, politique et économique, est certes incontournable mais comment ne pas voir que sans soutien des peuples canadien et étasunien elle est vouée à l'échec tant est forte l'imbrication économique et politique. Il faudra donc une unification interne et externe pour une indépendance internationaliste et globale. Telle est la tâche gigantesque mais incontournable du parti (des partis ? du Front ?).

Si c'est un seul parti, ce qui est souhaitable, il ne peut être que très pluraliste et radicalement démocratique pour accommoder cette multitude prolétarienne, sociologique et idéologique, vers une fusion politique. Cette unité, interne et externe, ne pourra se faire que contre l'ennemi commun soit le régime fédéral et l'impérialisme principalement étasunien, porteur de ballon pour le capital financier et les transnationales. Sans cet anticapitalisme indépendantiste, pas d'unité. Sans unité, peu importe les améliorations temporaires à la marge, il ne peut y avoir qu'un statu-quo qui s'enfoncé dans la guerre et les catastrophes écologiques, qui ne sera pas un statu-quo du tout, mais l'enfer.

Marc Bonhomme, 19 décembre 2006